



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DU GRAND NANCY

Le Président de la Métropole
du Grand Nancy

OBJET :

Mise à jour n°1 du PLUi-HD

ARRETE DU : 10 avril 2026

ARRETE N° : ARR_665

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret ministériel n°2016-490 du 20 avril 2016 portant création de la Métropole du Grand Nancy;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-43, L.153-60 et R.153-18 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat et de Plan de Déplacement Urbain (PLUi-HD) approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 06/11/2025 ;

Vu l'arrêté du 2 septembre 2025 du Préfet de la Région Grand Est inscrivant au titre des monuments historiques l'église Sainte Méline, située rue Pasteur à Vandoeuvre-lès-Nancy ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2026 du Préfet de la Région Grand Est portant création du périmètre délimité des monuments historiques pour les abords du site archéologique du « Camp d'Afrique » situé à Messein ;

Vu l'arrêté du 16 février 2026 du Préfet de Meurthe-et-Moselle instituant des servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise des risques autour de la canalisation de transport de gaz naturel et assimilé exploitée par NOVACARB SAS sur le territoire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 septembre 2025 approuvant le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Nancy-Essey ;

Vu la délibération du 26 septembre 2025 du conseil municipal de Laxou délimitant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité sur une partie de la commune ;

Vu les délibérations du 31 mai 2010 et du 6 décembre 2021 du conseil municipal de Saint-Max délimitant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité sur une partie de la commune ;

Vu la délibération de la Métropole du Grand Nancy du 11 décembre 2025 instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la Métropole du Grand Nancy ;

Vu la délibération du 17 novembre 2025 du conseil municipal de Nancy maintenant l'institution du permis de démolir sur l'ensemble du territoire de la commune ;

Considérant que les servitudes d'utilité publique doivent être annexées au PLUi-HD en vigueur conformément aux dispositions en vigueur ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour les annexes du PLUi-HD afin de tenir compte des dernières données disponibles ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le PLUi-HD de la Métropole du Grand Nancy est mis à jour à la date du présent arrêté.

Article 2 :

La procédure de mise à jour concerne les annexes suivantes :

Les plans des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) ainsi que la liste des Servitudes d'Utilité Publique sont modifiés :

Servitude AC1 : Servitude relative à la protection des monuments historiques et de leurs abords.

- Les plans « *n°1 / 3 : Conservation du patrimoine* » du Grand Nancy et de la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy sont modifiés pour y reporter le périmètre de 500m consécutif à l'inscription au titre des Monuments Historiques de l'église Sainte Méline, située rue Pasteur à Vandoeuvre-lès-Nancy. La liste des Servitudes d'Utilité Publique est modifiée afin de renseigner l'acte instituant la SUP dans le tableau correspondant.
- La liste des Servitudes d'Utilité Publique est modifiée pour y reporter la création du périmètre délimité des Monuments Historiques pour les abords du site archéologique du « Camp d'Afrique » situé à Messein.

Servitude T5 : Servitudes aéronautiques de dégagement

- La liste des Servitudes d'Utilité Publique est modifiée pour prendre en compte l'arrêté ministériel du 23 septembre 2025 approuvant le plan de servitudes aéronautiques de

dégagement de l'aérodrome de Nancy-Essey

- Les plans « n°2 / 3 : *Ressources et équipements* » métropolitain et des communes impactées par le nouveau plan des servitudes aéronautiques sont modifiés.

Servitude I1 : Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures, de produits chimiques et de certaines canalisations de distributions de gaz

- La liste des Servitudes d'Utilité Publique est modifiée pour prendre en compte l'arrêté du 16 février 2026 du Préfet de Meurthe-et-Moselle instituant des Servitudes d'Utilité Publique relatives à la maîtrise des risques autour de la canalisation de transport de gaz naturel et assimilé exploitée par NOVACARB SAS sur le territoire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy.
- Cet arrêté ainsi que la cartographie l'accompagnant sont annexés à la liste des annexes.

Modification de la pièce « secteurs dans lequel les travaux de démolition sont soumis à permis de démolir »

Prise en compte de la délibération du 17 novembre 2025 du conseil municipal de Nancy maintenant l'institution du permis de démolir sur l'ensemble du territoire de la commune.

Modification des plans des annexes informatives (Métropolitain et Maxéville)

Rectification d'une erreur matérielle concernant la délimitation sur les plans du périmètre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) prénommé « Sous l'ancienne église » à Maxéville.

Modification des plans des annexes informatives (Métropolitain, Laxou et Saint-Max) et modification de la liste et la note des annexes.

Prise en compte dans ces pièces des périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité instaurés sur les communes de Laxou et Saint-Max.

Modification de la liste des annexes informatives

Intégration de la délibération de la Métropole du Grand Nancy du 11 décembre 2025 instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la Métropole du Grand Nancy

Article 3 :

Le dossier mis à jour est tenu à la disposition du public, aux heures habituelles d'ouverture :

- A la Métropole du Grand Nancy et sur le site internet plui.grandnancy.eu
- Dans les 20 mairies des 20 communes membres.
- A la direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole du Grand Nancy et en mairie des 20 communes pour une durée d'un mois.

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément au code de justice administrative

**Le Président,
Mathieu KLEIN**



Mathieu KLEIN
2026.04.11 15:22:16 +0200
Ref:10810239-16301052-1-D
Signature numérique
le Président

Mathieu KLEIN